

<https://snetap-fsu.fr/ONIRIS-Les-organisations-syndicales-maintiennent-la-pression.html>



# ONIRIS - Les organisations syndicales maintiennent la pression

- Les Dossiers - Enseignement supérieur -

Date de mise en ligne : vendredi 9 novembre 2018

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

Le [CNESERAAV](#) était convoqué jeudi 8 novembre. En préalable de cette réunion la [FSU](#), la [CFDT](#), la [CGT](#) et [FO](#) ont lu une déclaration commune dénonçant le blocage de la situation sur l'Ecole nationale vétérinaire et agroalimentaire de Nantes.



Monsieur le Directeur Général,

L'ensemble des organisations syndicales représentatives des personnels [CFDT](#), [CGT](#), [FSU](#), [FO](#) au [CNESERAAV](#), vous a déjà fait part du constat du blocage du dialogue au sein d'Oniris.

Aussi aujourd'hui, à ce CNESERAAV, l'ensemble des organisations syndicales représentatives des personnels vous demande solennellement de trouver une sortie de crise par le haut à cette situation qui n'a que trop duré.

Chacune de nos organisations syndicales portera cette demande au ministre lors des audiences que nous allons avoir prochainement.

**Sans réponse satisfaisante de l'administration, la FSU, FO et la CGT ont donc décidé de nouveau de boycotter le CNESERAAV qui n'a pu se tenir faute de quorum.**

Le même jour, le Snetap-FSU était reçu par Didier Guillaume, nouveau Ministre de l'agriculture. Il l'a donc interpellé directement sur la situation d'Oniris, comme convenu avec l'ensemble des organisations syndicales.

**Compte tenu de l'urgence à agir le Snetap-FSU en a fait un point préalable au reste des échanges avec le Ministre.** Le Snetap-FSU a rappelé rapidement l'historique de la situation et son pourrissement devenu insoutenable pour l'ensemble des équipes et les étudiant.es.

Il a souligné la nécessité d'une sortie par le haut après l'échec d'une médiation qui dure maintenant depuis un an.

Le Ministre a dit entendre la situation et reconnaît qu'il n'est pas possible de laisser une situation se détériorer jusqu'à mettre en souffrance l'ensemble des membres de la communauté de travail et demande au Cabinet et à la [DGER](#) de rencontrer au plus vite les organisations syndicales sur le sujet pour une sortie de crise.